



## **Le BCNUDH s'inquiète de la multiplication des violences et des actes de barbarie dans les territoires de Djugu et Mahagi en Ituri**

**Kinshasa, 27 mai 2020** – Au moins 296 personnes ont été tuées, 151 autres blessées et 38 personnes violées, dont de nombreux femmes et enfants, par les assaillants armés à majorité lendu entre octobre 2019 et avril 2020, selon le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH), qui relève une inquiétante détérioration de la situation dans les territoires de Djugu et Mahagi en Ituri.

Ces attaques contre les civils se sont intensifiées à partir du mois de mars 2020, notamment autour des sites miniers artisanaux, et se sont étendues aux territoires de Mahagi et d'Irumu. Outre les Hema et les Alur, les violences ont affecté les membres des communautés jusque-là épargnées, notamment Mambisa, Nyali et Ndo-Okebo, dont 17 membres ont été tués le 14 mars à la machette ou par armes à feu par les assaillants, qui ont par ailleurs incendié plusieurs maisons ainsi qu'un centre de santé après y avoir pillé tous les médicaments.

L'intensification des attaques a provoqué un nouvel afflux de déplacés vers Bunia et d'autres centres urbains réputés plus sûrs. Depuis juin 2018, des centaines de milliers de personnes ont été déplacées dans les territoires de Djugu, Mahagi et Bunia, portant à plus d'un million et deux cent mille le nombre de déplacés dans la province de l'Ituri.

La persistance de cette violence risque de pousser les membres des communautés ciblées par les attaques et qui ont jusqu'à présent fait preuve de retenue, à constituer des milices d'autodéfense ; ce qui pourrait augmenter la probabilité de violences intercommunautaires d'ampleur dans la région.

Le BCNUDH souligne que le caractère généralisé et systématique des attaques contre les civils, les tueries et les actes de barbarie, décapitations et mutilations post mortem, peuvent constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, et exposent tous leurs auteurs à des poursuites par la justice nationale et internationale.

Il soutient conjointement avec la MONUSCO et les partenaires de la justice congolaise, la justice militaire congolaise pour garantir l'absence d'impunité pour les responsables de ces actes et appelle les assaillants armés à cesser immédiatement toutes les attaques contre les civils, à déposer les armes et à participer aux efforts en vue du retour de la paix.

Le BCNUDH appelle les autorités congolaises à poursuivre leurs efforts, notamment le renforcement de la présence des institutions étatiques et des forces armées dans la région pour assurer la sécurité de toutes les communautés et des personnes déplacées internes, le soutien continu à la Commission d'enquête judiciaire pour des poursuites efficaces contre les responsables de violations et atteintes aux droits de l'homme, et les efforts de réconciliation entre les communautés.